

POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE AU SERVICE DE LA PAIX ET DU PROGRÈS SOCIAL

L'année s'ouvre dans un contexte international marqué par la persistance des conflits armés, la montée des régimes autoritaires et des idéologies nationalistes et réactionnaires. Les politiques de guerre, de domination et de répression menées par des dirigeants comme Vladimir Poutine, tout comme le retour de Donald Trump à la tête des États-Unis, illustrent les dangers que fait peser l'extrême droite lorsqu'elle accède au pouvoir. Aux États-Unis, les attaques contre les universités, la remise en cause des libertés académiques, les pressions idéologiques sur les contenus d'enseignement et la stigmatisation des savoirs critiques montrent comment l'enseignement supérieur devient une cible privilégiée, parce qu'il forme des citoyen·nes capables d'analyse, de discernement. Parce que critique écrit déjà juste au dessus. Ce qui s'y joue constitue un avertissement pour toutes les démocraties, y compris en France et en Europe.

La situation en Iran rappelle également, de manière dramatique, la violence des régimes autoritaires face aux aspirations des peuples à la liberté, à la justice et à la dignité. La répression des mouvements sociaux et des mobilisations populaires montre que la paix ne peut être dissociée du respect des droits humains et des libertés fondamentales.

Ces enjeux internationaux ont des conséquences directes sur les politiques nationales. En France, les politiques d'austérité, le sous-financement chronique et la mise en concurrence fragilisent l'ensemble des services publics. **L'enseignement supérieur et la recherche n'y échappent pas** : précarisation accrue des personnels, remise en cause des statuts, dégradation des conditions de travail et d'étude, sélection sociale renforcée des étudiant·es. Ces choix politiques affaiblissent un pilier essentiel de la démocratie et de l'égalité.

Ce sous-financement, les réformes et les politiques d'austérité ne relèvent pas d'une contrainte budgétaire neutre, mais d'un choix idéologique visant à ouvrir toujours davantage de marchés aux acteurs privés, tout en finançant une partie du réarmement de la France et de l'Europe par des coupes dans les services publics plutôt que par une mise à contribution des capitaux et de celles et ceux qui détiennent les moyens de production.

Pour la CGT FERC Sup Lorraine, l'université et la recherche sont des biens communs, au service de l'intérêt général, de l'émancipation individuelle et collective et du progrès social. Elles doivent rester publiques, accessibles à toutes et tous, dotées de moyens pérennes, et protégées des logiques de marchandisation, de rentabilité et d'instrumentalisation idéologique ou militaire des savoirs.

Dans un monde traversé par les replis identitaires, les attaques contre les libertés académiques et la remise en cause des droits sociaux, le service public d'enseignement supérieur et de recherche est un outil essentiel de paix. Il permet la production de savoirs critiques, le dialogue entre les peuples et la formation de citoyen·nes éclairé·es.

Dans l'enseignement supérieur comme ailleurs, les économies budgétaires, les sous-effectifs et le manque de contrôles peuvent avoir des conséquences humaines dramatiques. Des drames nous montrent que la sécurité ne peut jamais être considérée comme une variable d'ajustement. Le respect strict des règles de sécurité dans les établissements recevant du public (ERP) est une exigence fondamentale pour protéger les usager·es et les personnels.

En ce début d'année 2026, la CGT FERC Sup Lorraine continuera à se mobiliser, aux côtés des personnels, pour la défense des statuts et des conditions de travail, pour un financement à la hauteur des besoins, et pour une université publique, démocratique, émancipatrice et au service de la paix et du progrès social.

BILAN 2025 : NOTRE ACTION EN CSA : LIMINAIRES, DÉBATS ET QUESTIONS CONCRÈTES

L'année 2025 a été marquée par une mobilisation soutenue de la CGT au côté de la FSU et SUD au sein des instances représentatives du personnel. Lors des 8 réunions du Comité Social d'Administration, nos équipes syndicales ont porté haut et fort les préoccupations des personnels

Les déclarations liminaires, c'est le moment où l'on pose le cadre avant d'entrer dans le vif du sujet. 7 fois en 2025, nous nous sommes exprimés afin de fixer l'agenda politique des CSA. Voici les thématiques que nous avons imposées :

→ 2 interventions sur la politique générale :

- « la liberté académique »,
- « Face à l'international d'extrême droite, il est urgent de nous engager »

parce que ce qui se passe dans notre établissement n'est pas déconnecté du contexte national et international, ni des décisions gouvernementales.

→ 3 interventions sur la politique universitaire (gouvernance, fonctionnement et orientations de l'UL) :

- « Conditions de travail et Voeux 2025 »,
- « Violences Sexistes et Sexuelles (VSS*) à l'université »
- « Consignes UL sur les absences liées aux défauts de garde en cas de grève »

Notre vision de l'université comme service public, le refus des dérives gestionnaires, défense des moyens et des statuts.

→ 2 intervention sur la politique ESR (enseignement supérieur et recherche) :

- « De l'inanité de l'évaluation des activités de l'enseignement supérieur et de la recherche par des autorités indépendantes et de la vanité de celles et de ceux qui y participent »
- « l'enquête sur l'antisémitisme à l'université »

Pour faire le lien entre les réformes nationales et leurs conséquences concrètes dans notre université.

Ces déclarations ne sont pas des formalités. Ce sont des actes politiques qui rappellent que les choix de gestion sont des choix politiques et que nous refusons la dépolitisation des débats.

Au-delà des liminaires, nous intervenons sur chaque point à l'ordre du jour. Au cours de l'année 2025, la CGT, aux côtés de la FSU et de SUD, a pris la parole 207 fois lors des différentes CSA. 207 prises de parole en 2025, soit 61% de l'ensemble des interventions syndicales.

Cette présence massive signifie que sur chaque dossier examiné en CSA, la direction entend notre voix. Pas de relâchement, pas de sélectivité opportuniste. Nous sommes présents sur tous les sujets.

Regardez notre constance mois après mois :

- Janvier : 30 interventions sur 48
- Février : 22 interventions sur 40
- Mars : 14 interventions sur 23
- Mai : 16 interventions sur 26
- Juin : 32 interventions sur 65
- Septembre : 34 interventions sur 40
- Octobre : 25 interventions sur 42
- Décembre : 34 interventions sur 43

38 questions diverses : Nous défendons votre quotidien

Les questions diverses, c'est le moment crucial qui nous permet de porter vos préoccupations concrètes. Pas les grands débats stratégiques, mais les problèmes que vous rencontrez au jour le jour : conditions de travail dégradées, primes non versées, carrières bloquées, moyens insuffisants, absurdités administratives, temps de travail, action sociale, ...

38 questions diverses portées par la CGT-FSU-SUD en 2025. 38 fois où nous avons mis la direction face à ses responsabilités. 38 fois où nous avons exigé des réponses sur vos conditions de travail. 38 fois où nous avons où nous avons porté explicitement votre voix.

Un engagement total : Du politique au quotidien

Cette organisation de notre action montre notre conception du syndicalisme :

- Nous cadrans les débats avec nos déclarations liminaires pour imposer une vision politique
- Nous intervenons sur tous les dossiers pour peser sur chaque décision qui vous concerne
- Nous portons vos préoccupations concrètes avec les questions diverses qui défendent votre quotidien

Un syndicalisme qui ne choisit pas entre le politique et le concret, mais qui articule les deux. Parce que défendre vos conditions de travail au quotidien, c'est aussi comprendre et combattre les choix politiques qui les déterminent.

ESAS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UN RÔLE CENTRAL, UN STATUT FRAGILISÉ, DES RÉFORMES À HAUT RISQUE.

* ESAS : Enseignant du Secondaire Affecté dans le Supérieur

Les ESAS enseignant·es du second degré affecté·es dans l'enseignement supérieur (ESAS – (PRAG, PRCE, PLP, PEPS...)) sont un pilier du fonctionnement des universités. Ils et elles assurent une part essentielle des enseignements, notamment en premier cycle, en IUT, en STAPS, en langues et dans les formations professionnalisantes.

Au niveau national, les ESAS représentent environ 13 000 à 14 000 personnels.

À l'Université de Lorraine, ils et elles sont 500 (chiffres RSU 2024), et contribuent quotidiennement à la continuité du service public d'enseignement supérieur.

Les ESAS sont soumis à une obligation annuelle de service de 384 heures équivalent TD, définie par le décret de 1993. Ces 384h sont aujourd'hui saturées par l'intensification du travail universitaire : massification étudiante, sous-encadrement, multiplication des tâches pédagogiques et administratives. À cela s'ajoute un volume croissant de travail invisible (préparation, coordination, jurys, suivi des étudiant·es, responsabilités collectives), trop souvent non reconnu et non comptabilisé.

Réformes en discussion : une menace d'alourdissement du service

Depuis 2023, le ministère engage des discussions sur une « évolution » du statut des ESAS. Pour la CGT Ferc Sup, ces projets sont source de fortes inquiétudes.

Derrière l'affichage d'une meilleure reconnaissance des missions, se profile en réalité le risque :

- d'un élargissement des obligations de service, par l'intégration de nouvelles missions (tutorat, suivi individualisé, orientation, tâches collectives),
- d'une dilution des 384 h dans des référentiels extensibles, ouvrant la voie à un allongement déguisé du temps de travail,
- d'une gestion de plus en plus locale des services, remettant en cause le cadre national et accentuant les inégalités entre établissements,
- du maintien du refus de toute revalorisation indemnitaire significative, avec une PES très inférieure aux primes des autres personnels du supérieur.

Par ailleurs, la suppression du vivier spécifique d'accès à la classe exceptionnelle a aggravé les blocages de carrière et renforcé les inégalités de traitement.

La CGT Ferc Sup réaffirme des lignes rouges claires :

- Aucune extension des obligations de service au-delà des 384 h statutaires.
- Toute mission supplémentaire doit être volontaire, clairement définie, décomptée en heures et rémunérée.
- Maintien d'un cadre national statutaire protecteur.
- Refus de toute déréglementation locale transformant les ESAS en variable d'ajustement.
- Reconnaissance réelle du travail invisible.
- Les tâches pédagogiques et collectives ne doivent plus être absorbées dans du surtravail gratuit.
- Revalorisation indemnitaire immédiate.
- Augmentation substantielle de la PES et rétablissement de perspectives de carrière justes.
- Protection et élargissement des aménagements de service, notamment pour la préparation de concours, le doctorat, la recherche et l'activité syndicale.

Les ESAS font déjà fonctionner l'université par le biais de leurs 384h statutaires lourdes et un engagement professionnel massif. Il n'est pas question qu'ils et elles paient, par un surcroît de travail ou une dégradation de leur statut, le sous-financement chronique de l'enseignement supérieur.

La CGT Ferc Sup appelle à la vigilance, à l'information collective et à la mobilisation pour défendre un statut national protecteur, des conditions de travail dignes et un service public universitaire de qualité.



MARTINE ET LE CABINET DES MIRACLES...

À l'Université de Lorraine, Martine apprend qu'un cabinet extérieur va intervenir dans son service. Objectif affiché : médiation et amélioration du climat de travail.

Le cabinet arrive, costumes impeccables, slides à l'appui, slogans motivants : « Nous sommes ici pour écouter, analyser et proposer des solutions ».

Pendant une semaine, Martine et ses collègues racontent leurs difficultés : surcharge, conflits de planning, gestion arbitraire des congés, logiciels impossibles à utiliser... Le cabinet prend des notes, organise des ateliers, fait des présentations colorées.

Puis le miracle annoncé : un rapport complet est rédigé. Martine s'attend à voir des actions concrètes.

Mais les semaines passent... puis les mois. Rien ne change. Le rapport, apparemment, a trouvé refuge dans le tiroir le plus profond de l'administration.

Et parfois, les "solutions" proposées deviennent un véritable théâtre absurde : le cabinet recommande des ateliers de "communication positive" ou de "cohésion d'équipe" qui, au lieu d'apaiser, amplifient les tensions. De nouveaux tableaux et procédures sont créés, multipliant les saisies inutiles et les injonctions contradictoires





Pendant ce temps, le manager continue de ne rien faire sur les problèmes collectifs, invoquant que ce ne sont que des problèmes de "relations interpersonnelles". Martine et ses collègues entendent souvent :

— « Ne prenez pas les choses à cœur, ce n'est qu'un travail. »

Martine soupire et souffre. Le cabinet est reparti, son rapport dort dans un tiroir, le management ne bouge pas, et les problèmes dans son service sont toujours là. Les souffrances au travail continuent...

CONTACTS

 www.fercsupcgt-lorraine.fr
 www.facebook.com/LorraineSupCgt
 fercsupcgt-contact@univ-lorraine.fr

Co-secrétaires du syndicat Lorraine Sup CGT

CHAYNES Hadrien
OMHOVERE Gwenaelle

OSEZ LA CGT



SCAN ME

Se syndiquer, c'est agir

C'est refuser de subir, c'est commencer par s'informer, se rassembler et prendre part. Se syndiquer, c'est faire le choix de l'action, pas de la résignation.